

DECRET N°2014-818/PRES/PM/MFPTSS/MEF du 23 septembre 2014 portant validation gratuite de deux (02) années de cotisations pour les travailleurs licenciés dans le cadre des restructurations des entreprises publiques et para publiques et ayant treize (13) années de cotisation. JO N°47 DE 2014

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;
VU le décret n° 2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
VU le décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement ;
VU la loi n° 015-2006/AN du 11 mai 2006 portant régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs salariés et assimilés au Burkina Faso ;
VU la loi n° 010-2013/AN du 30 avril 2013 portant règles de création des catégories d'Etablissements Publics ;
VU la loi n°028-2008/AN du 13 mai 2008 portant code du travail au Burkina Faso ;
VU le décret n° 2007-736/PRES/PM/MTSS/MEF du 14 novembre 2007 portant statut particuliers de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ;
VU le décret n° 2013-1308 /PRES/PM/MFPTSS du 31 décembre 2013 portant organisation du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale ;
VU le Protocole d'accord Gouvernement/Syndicats du 07 décembre 1997 ;
VU le communiqué final de la rencontre annuelle Gouvernement/Syndicats du 29 novembre 2011 ;
Sur rapport du Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 02 juillet 2014 ;

DECRETE

Article 1 : Une validation gratuite de deux (02) années de cotisations est accordée aux travailleurs licenciés dans le cadre des restructurations des entreprises publiques et para publiques depuis le 07 décembre 1997, date de signature du protocole gouvernement/syndicats et ayant accompli treize (13) années de cotisations auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Article 2 : Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, les travailleurs qui, après leur licenciement, auraient exercé une activité salariale leur permettant de totaliser au moins quinze (15) ans de cotisation, ne sont pas concernés par le présent décret.

Article 3 : Le présent décret abroge toute disposition antérieure contraire, notamment le décret n° 2012-812/PRES/PM/MEF/MFPTSS du 5 octobre 2012 et prend effet pour compter du 1er janvier 2012.

Article 4 : Le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le **23 septembre 2014**

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Beyon Luc Adolphe TIAO

-

Le Ministre de l'Economie
et des Finances

Lucien Marie Noël BEMBAMBA

Le Ministre de la Fonction Publique,
du Travail et de la Sécurité Sociale

Vincent ZAKANE